

JeuneAfrique.com, le 17

Mali :vers un gouvernement d'union prêt à "toutes les options" dans le Nord



Le Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra a annoncé lundi soir l'ouverture de "concertations nationales dans les jours à venir" pour un gouvernement d'union et affirmé que le Mali "se prépare à toutes les options" pour reconquérir le nord du pays occupé par les islamistes.

"Dans les jours à venir, un forum d'échange des forces vives sera organisé et un organe consultatif comprenant toutes les forces vives de la nation sera créé" en vue de la "formation d'un gouvernement d'union nationale", a déclaré M. Diarra à la télévision nationale. "Le Mali se prépare à toutes les options", a-t-il ajouté concernant une possible intervention militaire dans le Nord.

Sur le recours à la force dans cette région, M. Diarra a déclaré qu'il attendait "des propositions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)" après le séjour à Bamako d'une mission technique militaire de l'organisation régionale qui est prête à envoyer quelque 3. 000 hommes au Mali.

La Cédéao attend pour cela une demande formelle des autorités de Bamako et souhaiterait également disposer d'un mandat de l'Onu qu'elle n'a pas encore obtenu.

Le nord du Mali, qui occupe plus de la moitié du territoire de ce vaste pays du Sahel, est occupé depuis fin mars par les groupes islamistes armés Ansar Dine (Défenseurs de l'islam) et Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), alliés d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Ils en ont totalement évincé la rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), mouvement laïc qui a proclamé unilatéralement l'indépendance du Nord avec lequel ils avaient lancé l'offensive dans cette région en janvier, face à une armée malienne sous-équipée et démoralisée.

Les autorités de transition en place à Bamako depuis le retrait en avril de militaires putschistes auteurs d'un coup d'Etat le 22 mars ayant renversé le président Amadou Toumani Touré, ont été impuissantes à empêcher l'emprise de ces groupes qui ont commencé à appliquer la charia (loi islamique) dans le Nord.

La Cédéao a exigé la mise en place d'un gouvernement d'union nationale au Mali d'ici le 31 juillet, capable d'unir toutes les forces du pays pour la reconquête du Nord et pour empêcher les nombreuses exactions commises à Bamako contre des personnalités et des journalistes par des hommes armés considérés comme proches de l'ex-junte militaire au pouvoir qui reste très influente.

Le Premier ministre a condamné "avec la dernière vigueur" les agressions contre les journalistes à la veille d'une journée "presse morte" que doivent organiser mardi les organisations professionnelles maliennes avec le soutien de Reporters sans frontières (RSF). Il a annoncé qu'une enquête avait été ouverte pour traduire les auteurs de ces violences en justice.

Il a également déclaré que le président malien par intérim Dioncounda Traoré, qu'il a rencontré ce week-end à Paris où il se trouve en convalescence depuis le 23 mai après une agression dans son bureau à Bamako par une foule hostile, se trouvait dans un état de santé satisfaisant selon "ses médecins".

Il a affirmé que M. Traoré avait "une forte envie de retourner au pays" et qu'il lui avait réservé "la primeur" de ses récents voyages à l'étranger pour y évoquer avec ses interlocuteurs la situation dans son pays.

Cheick Modibo Diarra s'est rendu ces dernières semaines en Algérie, en France, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et au Sénégal.